



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/45/62
20 décembre 1989
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-cinquième session

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

**PREPARATIFS DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
PREVUE POUR 1990**

REGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFERENDS ENTRE ETATS

Lettre datée du 18 décembre 1989, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente du
Panama auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la lettre ci-jointe, que M. Francisco A. Rodríguez P., Président provisoire de la République du Panama, vous a adressée le 11 décembre 1989, comme document de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale, au titre des questions intitulées "Rapport du Conseil économique et social", "Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale prévue pour 1990" et "Règlement pacifique des différends entre Etats".

L'Ambassadeur,

Représentant permanent
adjoint,

Chargé d'affaires par intérim,

(Signé) Oscar CEVILLE

ANNEXE

Lettre datée du 11 décembre 1989, adressée au Secrétaire général
par le Président provisoire du Panama

J'ai l'honneur de vous informer d'une situation qui, de par sa gravité, risque de compromettre l'ordre juridique international à l'aube de la décennie qui va s'ouvrir, à laquelle l'Assemblée générale a donné l'appellation si significative de Décennie des Nations Unies pour le droit international.

Ainsi qu'il ressort des communications que le Ministère panaméen des relations extérieures vous a adressées antérieurement, le Gouvernement des Etats-Unis a, au cours de son agression contre la République du Panama, violé maintes fois aussi bien les traités relatifs au canal de Panama que d'autres conventions et traités bilatéraux en vigueur et de nombreuses dispositions de la Charte de l'Organisation des Etats américains et de la Charte des Nations Unies. Vous connaissez également les interprétations inadmissibles des engagements souscrits, derrière lesquelles le Gouvernement des Etats-Unis a cherché à se retrancher.

La situation actuelle constitue cependant une violation si flagrante d'une obligation si fondamentale que, si elle devait être menée à son terme sans qu'il y ait de réaction d'indignation ou de condamnation de la part de la communauté internationale, nous nous trouverions de fait en présence d'une substitution du règne de la force à l'ordre juridique international.

Aux termes du Traité du canal de Panama de 1977, les Etats-Unis doivent nommer Administrateur du Canal un ressortissant panaméen proposé par la République de Panama, qui doit exercer lesdites fonctions à partir du 1er janvier 1990. Cette obligation est exprimée en termes sans équivoque tant dans le texte espagnol que dans le texte anglais. Qui plus est, dans aucun des amendements ou réserves ni aucune des dispositions dont les Etats-Unis d'Amérique et la République du Panama sont convenus au moment de la ratification, il n'est fait, directement ou indirectement, la moindre allusion à ladite obligation, de sorte qu'aucune raison, interprétative ou autre, ne saurait justifier un manquement à celle-ci.

Cependant, malgré la clarté absolue et incontestable de l'alternative devant laquelle se trouve le Gouvernement des Etats-Unis, à savoir ou bien violer de manière flagrante une disposition fondamentale des Traités Torrijos-Carter, ou bien nommer Administrateur, avant le 1er janvier 1990, le ressortissant panaméen proposé par la République du Panama; or, en dépit des plaintes réitérées et publiques du Gouvernement panaméen, de hautes personnalités du Gouvernement des Etats-Unis ont déclaré non seulement que celui-ci ne nommerait pas le ressortissant panaméen proposé par la République du Panama, mais encore qu'il nommerait unilatéralement une autre personne pour assumer les fonctions d'administrateur.

Afin qu'il ne subsiste aucun doute quant à la violation du Traité du canal de Panama de 1977, je porte à votre connaissance les faits suivants :

1. La législation panaméenne en vigueur établit la procédure à suivre pour le choix du ressortissant panaméen que la République du Panama propose comme administrateur.

2. Conformément à cette législation, l'Assemblée législative a choisi Tomás Gabriel Altamirano Duque, ressortissant panaméen, pour occuper ce poste.
3. Par une note datée du 5 juillet 1989, adressée par le Ministre des relations extérieures au Chef de mission de l'ambassade des Etats-Unis au Panama, la République du Panama a communiqué aux Etats-Unis le nom du ressortissant panaméen qu'elle propose comme administrateur.
4. La note susmentionnée a été déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
5. Le Gouvernement des Etats-Unis a annoncé qu'il désignerait comme administrateur intérimaire, à partir du 1er janvier 1990, Fernando Mandredo, l'actuel Administrateur adjoint du Canal, dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 1989.
6. Fernando Manfredo, Administrateur adjoint, n'a pas été proposé par la République du Panama au poste d'administrateur et le Gouvernement panaméen a fait savoir qu'en acceptant pareille nomination il se rendrait complice d'un subterfuge conçu pour donner l'apparence de la légalité à une violation flagrante du Traité du canal de Panama de 1977.
7. La désignation d'un ressortissant panaméen proposé par la République du Panama comme administrateur, qui doit avoir lieu à mi-parcours de la durée du Traité du canal de Panama de 1977, répond non seulement à la lettre de ce qui a été convenu mais également à l'esprit fondamental du transfert progressif des responsabilités à l'égard du Canal d'une nation à l'autre.
8. L'article III, paragraphe 3, alinéa c) du Traité du canal de Panama de 1977 énonce ce qui suit : "Les Etats-Unis d'Amérique emploieront jusqu'au 31 décembre 1989 un de leurs ressortissants comme administrateur de la Commission du canal de Panama et un ressortissant panaméen comme administrateur adjoint. A partir du 1er janvier 1990, un ressortissant panaméen exercera les fonctions d'administrateur et un ressortissant des Etats-Unis d'Amérique occupera le poste d'Administrateur adjoint. Lesdits ressortissants panaméens seront proposés par la République du Panama aux fins de nomination, aux postes qui leur reviennent, par les Etats-Unis d'Amérique."
9. Le ressortissant panaméen proposé par la République du Panama, M. Altamirano Duque, est une personnalité éminente sur la scène politique nationale. Il a été Ministre d'Etat et député élu à l'Assemblée législative. Il est copropriétaire et Directeur du quotidien "La Estrella de Panamá", l'un des plus vieux journaux du continent et est également membre de la Société interaméricaine de presse. Ni son appartenance politique, ni ses positions idéologiques ne peuvent susciter la moindre crainte pour ce qui est des intérêts des Etats-Unis touchant les traités relatifs au canal de Panama, ni pour ce qui est du Canal lui-même.

Ces faits, Monsieur le Secrétaire général, créent une situation qu'aucun subterfuge idiomatique ni aucun sophisme juridique ne saurait dissimuler, mais ils constituent également une menace tangible pour tous les pays qui ne disposent pas d'une puissance militaire suffisante pour faire valoir les droits que leur confère un traité international, si l'une des premières puissances du monde choisit de satisfaire les caprices de son arrogance avant les obligations légitimes qui sont les siennes en tant que nation membre d'un ordre international.

Par conséquent, convaincu que vous mesurez d'emblée la gravité de la question qui vous est soumise, je vous prie de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente communication à tous les Etats Membres de l'Organisation.

Je dois ajouter que dans la Déclaration finale de la neuvième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement du Mouvement des pays non alignés, tenue à Belgrade en septembre dernier, les participants ont demandé "la pleine observation des traités de 1977 sur le canal de Panama, dans leur esprit et dans leur lettre ont rejeté toute action qui pourrait constituer une violation ou un mépris de la validité desdits traités et ont lancé un appel aux Etats-Unis pour qu'ils s'abstiennent de toute mesure ou action qui pourrait en empêcher la pleine application".

Après vous avoir exposé dans leurs grandes lignes les épreuves que les Etats-Unis d'Amérique font traverser à la République du Panama, je tiens à vous faire part également de l'inquiétude et des craintes légitimes que j'éprouve à la pensée que le premier jour de la prochaine décennie pourrait être marqué par un mépris atroce du droit des gens.

Je saisis cette occasion pour vous confirmer que le Gouvernement provisoire est disposé à collaborer et coopérer à toutes démarches que vous jugerez bon d'entreprendre, et pour vous présenter mes meilleurs vœux de succès pour 1990.

Le Président provisoire de
la République de Panama,

(Signé) Francisco A. RODRIGUEZ P.
